

<http://ugtg.org/spip.php?article1006>



# Békés : Une affaire d'héritage, par B. Gurrey et B. Hopquin

- Dossier spécial LKP - La Gwadeloup sé tannou ! -



Date de mise en lignemercredi 4 mars 2009

---

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

---

Assis sous un élégant carbet, dans le souffle de l'alizé, Roger de Jaham, 60 ans, laisse flâner son accent créole pour raconter le camouflet qu'il a récemment subi : "Pour la première fois de ma vie, un homme que je saluais m'a dit : "Je ne serre pas la main d'un béké."" L'homme a encaissé l'humiliation, retiré sa main, se voile pas la face, sait bien le lourd passif historique qui oppose les 3 000 békés aux 400 000 autres Martiniquais. Son ancêtre est arrivé dans l'île en 1635, comme capitaine de la milice. Il s'est enrichi sur la misère des esclaves. Un autre aïeul, Octave, a même été jugé pour les mauvais traitements qu'il infligeait à ses serviteurs. Le descendant a déniché récemment les minutes du procès dans des archives. "On ne parlait pas de l'esclavage à la maison. Pour nous aussi, c'était un poids."

Mais aujourd'hui, c'est comme si rien n'avait changé. Exploiteur, affameur, raciste, endogame : Roger de Jaham ne comprend pas l'opprobre que subit actuellement sa communauté aux Antilles, hurle à "une sacrée cabale". "Nous sommes des boucs émissaires, estime-t-il. Les grévistes, les médias et jusqu'au président de la République ont pris pour cible les békés." A ses côtés, son frère Claude, 65 ans, veut croire qu'il ne s'agit que d'un sale moment à passer : "Je pense que ça va s'apaiser mais dans la douleur, dans le ressentiment. Ça va laisser des cicatrices."

A Cap-Est, le lieu de résidence favori des Blancs créoles de Martinique, les belles villas dominant les eaux turquoise, leurs hauts murs protégeant des curieux et des jaloux. Des routes en cul-de-sac, où ne se rendent que ceux qui y ont à faire, mènent à cet éperon, surnommé "Békéland" par les insulaires. Ici, pendant la grève générale, on s'est caché, plus encore que d'habitude. Des patrouilles de police ont été renforcées.

On a beaucoup parlé des békés ces dernières semaines. En mal ou en bien, la communauté n'aime pas ça. Elle est par nature discrète, éprise de secrets même, consciente que sa bonne fortune suscite la jalousie. C'est un mode de survie, un gage de durée. "Il ne faut pas se montrer arrogants, ostentatoires, résume Claude de Jaham. Il faut rester à sa place comme nous l'avons fait depuis trois cent cinquante ans."

Les Jaham sont parmi les rares qui acceptent de parler. Difficile dans cette atmosphère de camp retranché d'obtenir des confidences. "Actuellement, c'est chaud brûlant. Je ne préfère pas m'exprimer, attendre que ça se tasse", explique un habitant avant de raccrocher brutalement le téléphone.

En Guadeloupe, la tension a été plus palpable encore. La foule a applaudi au rappel de la guillotine révolutionnaire qui a raccourci bien des colons à partir de 1793. Sur la marina de Pointe-à-Pitre, amarré en face de l'Islet, où vivent les békés de Grande-Terre, un Pursuit, de 36 pieds et 4 couchettes, est resté un mois paré à lever l'ancre, avec à bord de l'eau douce et des vivres. Le bateau appartient à un Blanc créole qui préfère rester anonyme. Sa famille est réfugiée en métropole, elle a fui la "révolution" d'Elie Domota, le porte-parole du Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP). Dix fois par jour, le chef de famille resté sur place a tanné un ami : "Tu crois que je dis à Geneviève de rester en France ?"

La caste en a vu d'autres, pourtant. Depuis le début de la colonisation, les familles possédantes des Antilles ont connu bien des révoltes d'esclaves, bien des jacqueries d'ouvriers agricoles, des grèves d'usines, des blocages de centres commerciaux. Elles ont à chaque fois laissé passer ces cyclones, négocié ou fait donner les "moun bleus", gendarmes et policiers. Il y a eu des morts et des augmentations de salaires. Puis tout est rentré dans l'ordre. Le leur.

Les Hayot, Despointes, Loret, Barbotteau, Vivies, Reynal, Lucy, Aubéry règnent sur l'économie des îles depuis toujours. Ces descendants d'aventuriers, de cadets de famille désargentés ou même de relégués de justice ont fini par former une aristocratie qui est arrivée jusqu'à nous comme un anachronisme. Ils ont été payés pour libérer leurs esclaves en 1848, ont survécu aux crises agricoles, en partie grâce aux aides de la métropole. Ils ont su rebondir à

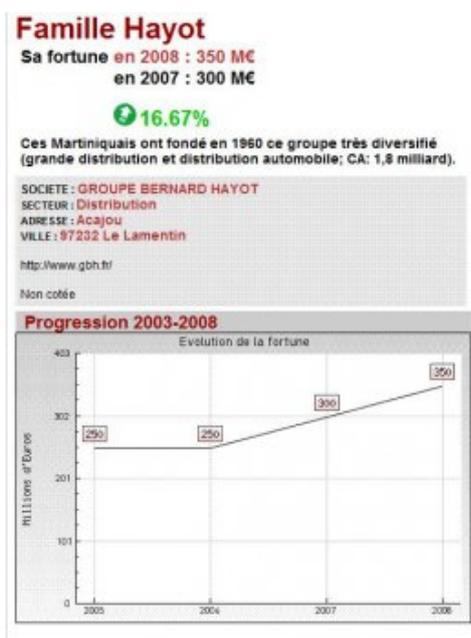
chaque mutation de la société antillaise, se trouver avec un savoir consommé là où était l'argent, là où tombaient les subventions d'un Etat qui les a toujours jugés comme ses meilleurs relais. L'esclavage a disparu mais ils sont restés les maîtres, de père en fils.

"Les békés étaient considérés comme une donnée sociale incontournable, aussi évidente que le fait qu'il y ait des riches et des pauvres", constate André Lucrèce, sociologue et écrivain. "C'était un tabou, au sens fort", lévy-straussien "du terme", explique l'écrivaine Suzanne Dracius. Cette femme métisse, qui a longtemps vécu en métropole, avait osé dénoncer dès les années 1980 l'omnipotence et les moeurs de ce groupe, dans ses romans et ses interviews. L'impudent se souvient de l'air condescendant et admiratif, du paternalisme grondeur avec lesquels ses propos finalement sans importance avaient été accueillis.

Le mouvement social a ôté les inhibitions du reste de la population. A la préfecture de la Martinique, un manifestant abîmé de fatigue et d'un peu d'alcool invectivait les négociateurs patronaux : "Les békés, vous êtes des malpropres ! Cela fait trois cent cinquante ans que vous nous exploitez, ça suffit ! Nous ne sommes plus vos esclaves. Donnez-nous ce que vous nous devez !" Dans les cortèges de Pointe-à-Pitre ou de Fort-de-France, l'antienne chantée en créole a été la même. "La Guadeloupe (ou la Martinique) est à nous, la Guadeloupe (ou la Martinique) n'est pas à eux. Une bande de profiteurs et de voleurs. Nous allons les mettre dehors." "Eux, c'est les békés bien sûr, ceux qui possèdent tout", décrypte une manifestante martiniquaise. La gréviste s'emporte contre cette coterie, la rend responsable de la "vie chère". Mais l'employée préfère ne pas donner son nom : elle travaille au rayon boucherie d'une enseigne tenue par l'un de ceux qu'elle fustige.

Autant de bravades qui prouvent que les temps changent peut-être, en Martinique et en Guadeloupe. "C'est la fin d'un règne, la remise en cause de la mainmise béké", estime l'écrivain et sociologue André Lucrèce. Derrières les traditionnelles demandes sur les prix et les salaires, le pouvoir de la communauté est directement, nommément contesté. La dénonciation, même hurlée dans l'anonymat d'une foule, est une nouveauté. "Avant, on en parlait seulement en famille", concède un manifestant.

Les Blancs créoles doivent aujourd'hui se justifier en place publique. Ils n'aiment pas ça. Ces habitués de la coulisse, qui financent la vie politique locale et ménagent leurs protecteurs à Paris, se retrouvent aujourd'hui exposés. Ils y rechignent par atavisme.



Bernard Hayot, la plus grande fortune des Antilles françaises, n'a jamais donné d'entretien aux médias. Attaqué de toute part pendant la grève, il s'est contenté de secs communiqués qu'il a fait envoyer de son siège social. "Le bruit ne fait pas de bien, le bien ne fait pas de bruit", répète-t-il à ceux qui le pressent de parler.

Ce silence est jugé méprisant quand il semble plutôt embarrassé. "La caste des békés est d'autant plus montrée du doigt

qu'elle est absente du débat", se désole Yvon. Mais, à 50 ans, ce Martiniquais installé en Guadeloupe préfère lui aussi taire son nom, par crainte des représailles. "Vous me mettriez dans une situation catastrophique", dit-il. S'ils sont attaqués, c'est que les descendants des colons ont perdu de leur pouvoir. Leur monopole économique est aujourd'hui entamé par l'arrivée d'investisseurs métropolitains et l'émergence dans les années 1990 d'une grande bourgeoisie noire, métisse, indienne ou chinoise.

Ils ne sont plus les principaux propriétaires, ils gardent néanmoins une part non négligeable du foncier en Martinique (20 % des producteurs de bananes, blancs pour l'essentiel, assurent 80 % de la production martiniquaise). En Guadeloupe, les grandes propriétés ont été démantelées après les grandes grèves de la canne dans les années 1970, sur fond de revendication indépendantiste. Mais ils ont largement tiré profit de la récente spéculation immobilière, revendant avec une jolie plus-value des terrains viabilisés sur les côtes touristiques ou au pourtour des grandes agglomérations.

Les békés contrôlent une large part de l'import-export, notamment automobile, l'essentiel de l'agroalimentaire et une part non négligeable de la grande distribution. Le Groupe Bernard Hayot, 1,8 milliard d'euros de chiffres d'affaires et 6 000 salariés dans toute la région Caraïbe et jusqu'en métropole, possède des concessions automobiles, des grandes surfaces et assure la commercialisation de multiples marques internationale. Les Despointes sont quant à eux propriétaires des principales usines de produits alimentaires.

Il n'en fallait pas plus pour que la population les rende responsables d'un coût de la vie en moyenne 30 % à 40 % plus cher qu'en métropole. "On nous dit que les prix élevés sont dus aux frais de transport. Mais pourquoi les jus fabriqués sur place, le sucre de canne et même les bananes sont plus chers qu'en métropole ?" se plaint une ménagère, en sortant un ticket de caisse.

Le poids réel des Blancs créoles dans l'économie antillaise suscite d'âpres débats. "Huit familles accaparent les richesses", assure Michel Monrose, président du Collectif du 5 février 2009, qui anime le mouvement social en Martinique. Leurs détracteurs leur prêtent la haute main sur 80 % des affaires. "C'est 10 % pour faire large", répond Roger de Jaham. "Ils assurent 30 % du PNB", tranche Patrick Lecurieux-Durival, président du Medef martiniquais.

En Guadeloupe, un ancien cadre de l'organisation patronale relativise également : "Il ne faut pas exagérer l'importance des békés, ils ne gardent que des restes." Le temps où cette coterie possédait les établissements financiers, aussi bien que les entreprises auxquelles ils délivraient des crédits, est révolu. Une bonne partie de Jarry, la zone industrielle de 300 hectares où se trouvent le port autonome de l'île, le terminal pétrolier de la Sara et le World Trade Center (le centre des affaires de Pointe-à-Pitre) appartient à des "Français". 50 % de la valeur ajoutée produite en Guadeloupe sont dus à des entreprises métropolitaines. L'hôtellerie reste béké mais sous l'enseigne de grands groupes internationaux.

Serge Letchimy, député et maire (Parti progressiste martiniquais) de Fort-de-France, refuse d'entrer dans les querelles de chiffres, les discussions de boutiquiers. Elles masquent l'essentiel à ses yeux, la vraie puissance des békés. "Ce groupe fonctionne en réseau. Sa domination obéit à des règles complexes, peu lisibles pour un profane, explique-t-il. On n'est plus sur une habitation (une plantation esclavagiste) où le système économique était clair.

Dans l'économie urbaine, le modèle est plus élaboré, les mécanismes de "profitation" plus compliqués." "Les békés ne se connaissent pas tous mais ils se reconnaissent", concède Roger de Jaham. Ils fréquentent les mêmes églises, amarrent leurs bateaux aux mêmes pontons, ouvrent rarement leur maison à qui n'est pas du clan.

Noirs et métis antillais reprochent aux békés cette manière de vivre en vase clos, de se penser en Créoles à part. Il y a aussi cette fâcheuse habitude de dire "les Nègres" qui revient souvent dans la conversation, sans penser à mal bien sûr. "Le béké est vu comme le possédant, le réactionnaire et celui qui refuse de se mélanger", constate André Lucrèce. Roger de Jaham dénonce là un poncif : "Nous sommes cinq frères et soeurs. Nos parents ne nous ont rien laissé, même pas une voiture. J'aimerais bien être héritier et propriétaire de 500 hectares de terre, ainsi qu'on présente tout béké." Il rappelle que la communauté compte des éléments modestes, petits fonctionnaires ou marins pêcheurs. Au Cap-Est, à côté des villas imposantes, des maisons plus modestes témoignent de cette diversité sociale.

Restent des codes communs, immuables. Yvon, le béké de Guadeloupe, se rappelle les recommandations de sa "Da", la servante noire qui s'occupait de la maison : "Monsieur Yvon, c'est pas votre place de fréquenter des Nègres." "Le fils béké qui "fautait" avec une Noire était mis au ban par les autres", rappelle Roger de Jaham. Une règle qui perdure encore dans certaines familles. Les arbres généalogiques s'entrecroisent à l'infini depuis les débuts de la colonisation. On est forcément le cousin de quelqu'un. C'est la terreur des mères qui, lorsque leurs filles commencent à flirter, redoutent la consanguinité.

Tout cela était su mais tu. Alain Huygues-Despointes a levé brutalement l'interdit. Le vieil homme d'affaires, dans un documentaire diffusé par Canal+, a affiché ouvertement son dégoût du métissage. Le patriarche affirmait vouloir "préserver la race". Le film a été projeté devant la foule à Pointe-à-Pitre et Fort-de-France. Ce fut un aiguillon supplémentaire à la révolte. "Lui, il a dit tout haut ce que les autres pensent tout bas", jurait une manifestante martiniquaise. Roger de Jaham a vu ruiner des années d'efforts pour "réhabiliter le béké" et réconcilier sa communauté avec le reste de la population. Sur un plateau de télé, en 1998, il avait assimilé l'esclavage à "un crime contre l'humanité", avant même qu'une loi ne le fasse. Cet aveu prononcé pour la première fois par un descendant de colon avait fait l'effet d'un coup de tonnerre.

Mais aujourd'hui, derrière les revendications des manifestants, le pionnier constate que suppure la plaie jamais soignée de l'esclavage. A ses yeux, les fils payent aujourd'hui les méfaits des pères, portent leur lourd héritage. "En 1848, 65 000 esclaves martiniquais ont été libérés sans la moindre exaction. Puis on a mis un couvercle sur le chaudron. Les coutelas sortent cent soixante ans après."

Acteur de la grève générale, Georges Mauvois, un professeur d'histoire, estime pour sa part que l'animosité naît plutôt du refus des békés d'intégrer la société métissée des Antilles. "S'ils persistent à rester entre eux, ils courent au suicide", estime-t-il. Derrière les murs du Cap-Est, cette théorie va à l'encontre de trois siècles et demi d'habitude.

**Béatrice Gurrey et Benoît Hopquin**

LE MONDE (01.03.09)